

16 décembre 2015 Neue Rheinische Zeitung <http://www.nrhz.de/flyer/beitrag.php?id=22365>

Le KIT Karlsruhe prend ses distances à l'égard du titre de sénateur honoraire du nazi nucléaire Greifeld

Le sénat se met à la maîtrise du passé

C'est depuis plus de trois ans qu'à l'Institut de technologie de Karlsruhe (KIT) on se dispute sur un héritage recueilli de l'Université de Karlsruhe — le titre de sénateur honoraire le Dr Rudolf Greifeld, antisémite avec un passé nazi.

Cette dispute au sujet de la suppression ou bien de l'annulation de cette décision de l'Université, elle avait été initiée par l'auteur avec deux autres anciens collaborateurs du Centre de recherche de Karlsruhe au mois de septembre 2012 par une lettre ouverte [1], adressée au Président du KIT d'alors, le professeur Umbach. Trois ans et trois mois après, un premier résultat tangible est apparu. Le sénat du KIT prend ses distances à l'égard de cet hommage [2] : « D'après les connaissances dont nous possédons aujourd'hui et sur la base d'une appréciation éthique, l'hommage du Dr Greifeld ne se reproduirait plus. Le sénat du KIT regrette cet hommage fait à l'époque. »

L'« Initiative contre les recherches militaires dans les universités » qui avait accompagné cette dispute avec un grand nombre d'initiatives, accentuant la responsabilité des scientifiques, y a réagi avec une première déclaration à la presse, dont nous citons :

L'« Initiative contre les recherches militaires dans les universités » apprécie la décision du sénat du KIT de se distancer de l'hommage du Dr Greifeld fait par l'Université de Karlsruhe en 1969 et, d'exprimer, d'après les connaissances disponibles aujourd'hui et sur la base d'une appréciation éthique, son regret de cette décision.

De même nous approuvons la décision de vouloir faire la liste des sénateurs honoraires plus transparente, en y ajoutant une remarque, renseignant sur le passé nazi de Rudolf Greifeld et sur le processus discutable de sa biographie. Nous considérons également comme importante la décision du sénat de vouloir rendre accessible au public l'expertise du professeur Rusinek.

Mais nous n'arrivons pas à comprendre la supposition du sénat actuel qu'il ne serait pas en état de prendre la décision de supprimer le titre de sénateur honoraire puisque cette distinction serait « expiré au moment de la mort ». Pour quelle raison se dispute-t-on depuis trois ans sur la question de la suppression du titre ? Et comment avait-il été possible à la direction du KIT de faire suspendre le titre de sénateur honoraire ? Le fait d'avoir pris la décision de suspendre face à la dispute sur la nécessité de la supprimer ce titre ne peut signifier rien d'autre que la direction du KIT à l'époque était d'avis que le titre de sénateur honoraire est en vigueur post mortem et qu'on prendra une décision définitive sur la base des résultats de la recherche.

Nous renvoyons à un article paru dernièrement dans la Stuttgarter Zeitung [4], dans lequel on informe sur la décision du sénat de l'Université de Constance de 2012 de supprimer post mortem un titre de sénateur honoraire [5]. Cette décision avait été prise après une discussion publique sur la question : une telle décision est-elle sans objet ou non ? Le point de départ de cette dispute était que certains prétendaient que le titre serait expiré au moment de la mort.

L'initiative exprime sa haute reconnaissance au Dr Klarsfeld d'avoir apporté son concours en 1975 à l'élucidation du passé nazi de Greifeld et également pour son message vidéo qu'il avait fait parvenir en 2015 lors du décernement du Prix de Whistleblower au Dr Léon Grunbaum [7], dans lequel il s'est prononcé formellement en faveur de la suppression du titre du Dr Greifeld. Cela est notre première prise de position.

Il faut remercier un grand nombre de personnes qui ont agi en vue d'obtenir ce résultat positif à l'issue de tant d'années, et également faut-il remercier, et cela pas en dernier lieu, le professeur d'histoire



Le Dr Serge Klarsfeld le 28/09/2015 dans son bureau à Paris en prononçant son message adressé aux publics de la cérémonie de remise du Prix de Whistleblower à Karlsruhe. Source : image du vidéo selon la citation [6]

Bernd-A. Rusinek qui sur ordre du comité d'éthique du KIT à élaboré l'expertise historique. L'expertise n'étant pas encore publiée, je me permets de faire une remarque personnelle. Il y avait de graves controverses sur le sujet. Il est un élément caractéristique de la démocratie que dans les débats même des critiques acerbes peuvent être formulées en vue de défendre des valeurs démocratiques. C'est la défense de ces valeurs qui importe, bien qu'il n'est pas à exclure que certaines différences persistent encore après.

En ce qui est du grand cercle des acteurs, je voudrais bien accentuer les activités de trois autres responsables. Il s'agit du Dr Christof Müller-Wirth, de Harald Denecken et du Dr Frank Mentrup, qui ont contribué largement au symposium sur Léon Gruenbaum en 2013 [8], convoqué pour commémorer ce scientifique juive né en France, qui a trouvé son dernier repos près de Karlsruhe. [9]

Le Dr Christof Müller-Wirth en tant qu'ancien éditeur a montré un grand intérêt pour l'œuvre de Gruenbaum — la monographie socio-scientifique intitulée « Genèse de la société du plutonium : conspirations politiques et opérations commerciales » — et s'est engagé pour sa traduction et son édition. Comme lors de la cérémonie de remise du Prix de Whistleblower le 16 octobre 2015 à Karlsruhe de nouveaux contacts ont été établis, il est aujourd'hui très probable qu'on puisse atteindre le but d'éditer cet œuvre de Gruenbaum.

Harald Denecken, le président du Forum Ludwig Marum et ancien maire de Karlsruhe, était l'organisateur responsable du symposium sur Gruenbaum ; il soutient l'initiative du point de vue historico-politique par une activité d'interconnexion résolu.

Le premier maire Frank Mentrup (« Mayor for Peace ») avait fait preuve d'un intérêt spécial pour ce domaine, en ouvrant le symposium sur Gruenbaum et la remise du Prix de Whistleblower par des interventions, traitant la matière profondément. Sans son vaste soutien, il n'y aurait pas été possible d'avoir de manifestations tellement remarquables.

Pour conclure, je voudrais bien souhaiter au président du KIT, le professeur Holger Hanselka bonne chance et beaucoup de succès dans la continuation de la maîtrise du passé.

Et encore un mot pour aider aux intéressés dans l'étude de la matière qui n'est pas toujours très simple. Il vaut bien le coup d'étudier en profondeur la documentation web de l'initiative (voir l'adresse bibliographique). Elle contient un très grand nombre d'articles avec des faits fort intéressants qui sont mis en lumière dans leur contexte ; beaucoup d'entre eux ont parus dans la « Neue Rheinische Zeitung ».

Peu avant le bouclage, dans la Badische Neueste Nachrichten un compte rendu et un commentaire ont paru sur notre thème que vous pourrez retrouver sous [10].

Supplément du 20 décembre 2015

Le texte de la vidéo [6] voici la vidéo d'origine <https://www.youtube.com/watch?v=rYUCF5cthGw>
Le texte original zallemand peut être trouvé ici : <http://www.stattweb.de/files/civil/Doku20151220dt.pdf>

Citations:

- [1] <http://www.stattweb.de/files/civil/Doku20120910.pdf>
- [2] http://www.kit.edu/kit/pi_2015_155_kit-senat-distanziert-sich-von-der-ehrung-rudolf-greifelds.php
- [3] <http://www.stattweb.de/files/civil/Doku20151214.pdf>
- [4] <http://www.stattweb.de/files/civil/Doku20151112stz.pdf>
- [5] <http://www.aktuelles.uni-konstanz.de/presseinformationen/2012/78/>
- [6] <http://www.stattweb.de/files/civil/Doku20151016skp.pdf>
- [7] <http://www.nrhz.de/flyer/beitrag.php?id=22159>
- [8] <http://www.forum-ludwig-marum.de/site/assets/files/1012/broschuere.pdf>
- [9] <http://www.stattweb.de/files/civil/Doku20150818.pdf>
- [10] <http://www.stattweb.de/files/civil/Doku20151215bnn.pdf>

Sur l'auteur : Le Docteur es sciences techniques Dietrich Schulze (né en 1940) travaillait au cours de 18 ans comme chercheur dans le domaine de la physique des hautes énergies. De 1984 jusqu'à 2005 il était le Président du Comité d'Entreprise du Centre de recherche de Karlsruhe. En 2008, il a avec d'autres intéressés fondé l'« Initiative contre les recherches militaires dans les universités » (documentation web : www.stattweb.de/files/DokuKITcivil.pdf). Il est membre du comité consultatif de l'« Initiative des scientifiques pour la paix et les chances d'avenir », est activiste de l'initiative « Les hautes-écoles pour la paix - oui à la clause du pacifisme », travaille comme journaliste. Il était le responsable de l'équipe de Karlsruhe pour l'organisation de la manifestation du décernement du Prix de Whistleblower 2015.

Senat packt Vergangenheitsbewältigung an

von Dietrich Schulze

Seit geschlagenen drei Jahren wird am Karlsruher Institut für Technologie KIT über eine Altlast gestritten, den von der Uni Karlsruhe geerbten Ehrensenatortitel für den NS-belasteten Antisemiten Dr. Rudolf Greifeld. Diese Auseinandersetzung um die Aberkennung bzw. Annulierung der Uni-Entscheidung hat der Autor zusammen mit zwei anderen ehemaligen Beschäftigten des Forschungszentrums Karlsruhe FZK im September 2012 mit einem Offenen Brief [1] an den damaligen KIT-Präsidenten Prof. Umbach in die Wege geleitet. Nach 3 Jahren und drei Monaten gibt es nun ein erstes greifbares Ergebnis. Der KIT-Senat distanziert sich von dieser Ehrung [2]. Zitat daraus:

„Nach dem heutigen Kenntnisstand und auf der Basis ethischer Bewertungen würde die Ehrung von Dr. Greifeld nicht mehr erfolgen. Der KIT-Senat bedauert die damalige Ehrung.“

In einer ersten Stellungnahme als Presse-Erklärung [3] sagt dazu die Initiative gegen Militärforschung an Universitäten, die die Auseinandersetzung unter dem Gesichtspunkt der Verantwortung der Wissenschaften mit vielfältigen Initiativen begleitet hat, das nachfolgende:

„Die Initiative gegen Militärforschung an Universitäten begrüßt die Entscheidung des KIT-Senats, sich von der Ehrung Dr. Rudolf Greifelds durch die Universität Karlsruhe 1969 zu distanzieren und diese aufgrund des heutigen Kenntnisstands und auf der Basis ethischer Bewertungen zu bedauern.

Ebenso begrüßen wir die Bestimmungen, die Ehrensenatorenliste transparent zu machen durch Einfügung eines Vermerks über diese Senatsentscheidung, die nationalsozialistische Vergangenheit von Rudolf Greifeld und den Prozess der Auseinandersetzung mit dessen Biographie. Ebenso wichtig erscheint uns die Senatsentscheidung, das Gutachten von Prof. Rusinek öffentlich zugänglich zu machen.

Nicht nachvollziehen können wir die Annahme des Senats, dass eine Aberkennungsentscheidung deswegen nicht getroffen werden könne, weil diese Ehrensenatorwürde mit dem Tod erloschen sei. Wieso wird dann seit drei Jahren über die Forderung nach Aberkennung gestritten? Wieso konnte die Ehrensenatorwürde aufgrund einer früheren KIT-Entscheidung vorerst ruhen? Das „Ruhem“ in einem Streit um die Aberkennung Ja/Nein kann doch nur bedeuten, dass die Ehrensenatorwürde nach KIT-Auffassung posthum existiert und später aufgrund der Recherchen endgültig entschieden werden soll.

Wir verweisen dazu auf einen aktuellen Artikel in der Stuttgarter Zeitung [4] wonach der Senat der Universität Konstanz 2012 [5] eine Ehrensenatorwürde der Uni postum aberkannt hat. Das geschah nach einer öffentlichen Diskussion darüber, dass die Entscheidung angeblich gegenstandslos sei, weil diese Würde mit dem Tod erloschen ist.

Die Initiative zollt Dr. Serge Klarsfeld hohe Anerkennung für seine Unterstützung 1975 bei der Aufdeckung der Nazi-Vergangenheit Greifelds und für seine Video-Botschaft 2015 [6] zur Verleihung des Whistleblower-Preises an Dr. Léon Gruenbaum [7], in der er sich nachdrücklich für die Aberkennung des Greifeld-Titels ausgesprochen hat.“ Soweit diese erste Stellungnahme.

Das positive Ergebnis nach so vielen Jahren ist sehr vielen Mitwirkenden zu verdanken, nicht zuletzt dem Historiker Prof. Bernd-A. Rusinek, der im Auftrag der KIT-Ethikkommission das Gutachten erstellt hat. Ohne es zu kennen, weil es noch nicht öffentlich zugänglich ist, sei eine



Dr. Serge Klarsfeld am 28.09.15 in seinem Büro in Paris beim Vortragen seiner Botschaft für den Whistleblower-Preis in Karlsruhe.

Quelle: Bild aus dem Video nach Zitat [6]

persönliche Anmerkung erlaubt. Es gab erhebliche Kontroversen in der Sache. Wesensbestandteil einer Demokratie ist es, auch scharfe Kritik mit dem Ziel der Durchsetzung demokratischer Werte auszutragen. Auf das Ergebnis für die Werte kommt es an, wobei gewisse Differenzen durchaus fortwirken können.

Es sei mir gestattet, noch drei weitere Karlsruher Verantwortliche aus dem großen Kreis der Mitwirkenden ausdrücklich zu würdigen, Dr. Christof Müller-Wirth, Harald Denecken und Dr. Frank Mentrup, die alle wesentlich 2013 zum Gruenbaum-Symposium [8] beigetragen hatten, bei dem es um die Ehrung des von Greifeld verfolgten jüdischen Wissenschaftlers aus Frankreich Dr. Léon Gruenbaum [9] ging, der in der Nähe von Karlsruhe seine letzte Ruhe gefunden hat.

Dr. Christof Müller-Wirth hat sich als ehemaliger Verleger von Beginn an für das Lebenswerk von Gruenbaum, die geschichtswissenschaftliche Monographie „Genese der Plutoniumgesellschaft – Politische Konspirationen und Geschäfte“ interessiert, für deren Übersetzung aus dem Französischen und die Herausgabe. Aufgrund von neuen Kontakten während der Whistleblower-Preisverleihung am 16. Oktober in Karlsruhe sieht es jetzt nach einem zielführenden Weg aus.

Harald Denecken, Vorsitzender des Forum | Ludwig Marum und Erster Bürgermeister i.R. hat das Gruenbaum-Symposium 2013 federführend mitgestaltet und begleitet die Thematik aus historisch-politischer Sicht mit entschiedener Vernetzungstätigkeit.

Oberbürgermeister Dr. Frank Mentrup („Mayor für Peace“) hatte aus großem Interesse sowohl das Gruenbaum-Symposium als auch die Whistleblower-Preisverleihung inhaltlich eröffnet. Ohne seine vielfältige Unterstützung wäre die attraktive Veranstaltung nicht möglich gewesen.

Abschließend sei dem KIT-Präsidenten Prof. Holger Hanselka, dem Präsidium und dem Senat viel Glück und Erfolg bei der Fortsetzung der Vergangenheitsbewältigung gewünscht.

Und noch etwas zum vertieften Studium der nicht ganz unkomplizierten Materie. Bitte durchforsten Sie die Web-Dokumentation der Initiative (s. Impressum). Sie enthält inzwischen zig Artikel zum Thema mit interessanten Zusammenhängen, nicht wenige davon in Neue Rheinische Zeitung veröffentlicht.

Kurz vor Redaktionsschluss wurden Bericht und Kommentar in den Badischen Neuesten Nachrichten bekannt, die Sie hier [10] nachlesen können.

Nachtrag 20. Dezember 2015

Zum Video-Text [6] hier das Original-Video <https://www.youtube.com/watch?v=rYUCF5cthGw>
Zu Ehren von Serge Klarsfeld, Léon Gruenbaum und Rolande Tordjman-Grunbaum ist dieser Artikel inzwischen ins Französische übersetzt worden:
<http://www.stattweb.de/files/civil/Doku20151220fra.pdf>

Quellen:

- [1] <http://www.stattweb.de/files/civil/Doku20120910.pdf>
- [2] http://www.kit.edu/kit/pi_2015_155_kit-senat-distanziert-sich-von-der-ehrung-rudolf-greifelds.php
- [3] <http://www.stattweb.de/files/civil/Doku20151214.pdf>
- [4] <http://www.stattweb.de/files/civil/Doku20151112stz.pdf>
- [5] <http://www.aktuelles.uni-konstanz.de/presseinformationen/2012/78/>
- [6] <http://www.stattweb.de/files/civil/Doku20151016skp.pdf>
- [7] <http://www.nrz.de/flyer/beitrag.php?id=22159>
- [8] <http://www.forum-ludwig-marum.de/site/assets/files/1012/broschuere.pdf>
- [9] <http://www.stattweb.de/files/civil/Doku20150818.pdf>
- [10] <http://www.stattweb.de/files/civil/Doku20151215bnn.pdf>

Über den Autor: Dr.-Ing. Dietrich Schulze (Jg. 1940) war nach 18-jähriger Forschungstätigkeit im Bereich der Hochenergie-Physik von 1984 bis 2005 Betriebsratsvorsitzender im Forschungszentrum Karlsruhe (jetzt KIT Campus Nord). 2008 gründete er mit anderen in Karlsruhe die Initiative gegen Militärforschung an Universitäten (WebDoku www.stattweb.de/files/DokuKITcivil.pdf). Er ist Beiratsmitglied der NaturwissenschaftlerInnen-Initiative für Frieden und Zukunftsfähigkeit sowie in der Initiative „Hochschulen für den Frieden – Ja zur Zivilklausel“ und publizistisch tätig. Für das Karlsruher Vorbereitungsteam der Whistleblower-Preisverleihung 2015 zeichnet er verantwortlich.